

# **AMÉNAGEMENT DE LA SALLE DU CONSEIL DU BÂTIMENT H DU SHOM**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES ACCORD-CADRE N° 25AC06**

# Table des matières

<b>ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - FORME DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>4</b>
5.1 Cadre général.....	4
5.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	4
<b>ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>5</b>
8.1 Représentation des parties.....	5
8.1.1 Représentation de l'acheteur.....	5
8.1.2 Représentation du titulaire.....	5
8.2 Conditions d'exécution.....	5
8.2.1 Délais d'exécution.....	5
8.2.2 Les exigences relatives aux prestations.....	6
8.2.3 Conditions de livraison.....	6
8.2.4 Délais de livraison.....	6
8.2.5 Émission des bons de commande (poste 2).....	6
8.3 Formation.....	6
8.3.1 Mobilier.....	6
8.3.2 Matériel audio, vidéo et visioconférence.....	7
8.4 Maintenance.....	7
8.5 Obligations du titulaire.....	7
8.5.1 Obligation de conseil.....	7
8.5.2 Obligation d'information.....	7
8.5.3 Mesures de sécurité.....	7
8.5.4 Responsabilité du titulaire.....	7
8.6 Clauses environnementales.....	7
8.7 Traitement de données à caractère personnel.....	8
8.8 Conflit d'intérêt.....	8
8.9 Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	9
8.9.1 Opérations de vérification.....	9
8.9.2 Décision après vérifications.....	9
8.10 Garantie.....	9
8.11 Pénalités.....	9
8.11.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	9
8.11.2 Plafonnement des pénalités.....	10
<b>ARTICLE 9 - REGIME FINANCIER.....</b>	<b>10</b>
9.1 Forme des prix.....	10
9.1.1 Poste 1.....	10
9.1.2 Poste 2.....	10
9.2 Contenu des prix.....	10
9.3 Variation des prix.....	10
9.3.1 Variation des prix concernant le système audio, vidéo et visioconférence (postes 2.5 à 2.8).....	10
9.3.2 Variation des prix concernant la maintenance (postes 2.1 à 2.4).....	11
9.4 Avances.....	11
9.5 Modalités financières.....	11

9.6 Modalités de facturation .....	12
<b>ARTICLE 10 - DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11 - DÉROGATIONS.....</b>	<b>17</b>

## **Article 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR**

EPA Shom

Établissement public à caractère administratif

Sous tutelle du ministère des armées

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 Brest Cedex 2

Siret : 130 003 981 00011

représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, dénommé "acheteur" ou un déléataire habilité.

## **Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre a pour objet l'aménagement de la salle du conseil du bâtiment H du Shom.

L'accord-cadre porte sur des prestations de fournitures.

## **Article 3 - ALLOTISSEMENT**

L'accord-cadre n'est pas alloti.

## **Article 4 - FORME DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est divisé en deux postes :

✓ Poste 1 : équipement en mobilier

Ce poste est décliné comme suit :

- 1 table du conseil,
- 1 système audio, vidéo et visio-conférence,
- les prestations de livraison, installation, montage, configuration,
- la formation à la maintenance du mobilier pour 3 personnes,
- la formation à la maintenance du matériel audio, vidéo, visioconférence pour 3 personnes,
- la formation à l'usage du système audio, vidéo, visioconférence pour 5 personnes,
- la maintenance préventive du système,
- un espace vestiaire,
- un pupitre,
- une table de dessert.

Ce poste est forfaitaire et son exécution débute dès la notification de l'accord-cadre.

✓ Poste 2 :

- la maintenance corrective,
- les pièces de rechange.

Ce poste est réalisé après l'émission d'un bon de commande.

Les pièces de rechange non listées au bordereau des prix (poste 2) feront l'objet d'une demande de devis.

## **Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

### **5.1 Cadre général**

L'accord-cadre est conclu pour une première période de 12 mois à compter de sa date de notification.

### **5.2 Reconduction de l'accord-cadre**

L'accord-cadre peut être reconduit de manière tacite, 3 fois par période consécutive de 12 mois, dans la limite d'une durée maximale de 4 ans à compter de sa date de notification.

Les reconductions interviendront à la date anniversaire du contrat.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la fin de validité de la période en cours, avec un préavis de trois mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commandes conclus continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme, dans la limite de trois mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

## **Article 6 - LIEU D'EXECUTION**

Les prestations objet de la consultation auront lieu sur le site du Shom à Brest.

## **Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

L'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✓ l'acte d'engagement (ou ATTRI1) avec la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et ses éventuelles annexes,
- ✓ le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- ✓ le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes,
- ✓ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✓ le mémoire technique du titulaire,
- ✓ l'offre technique du titulaire,
- ✓ les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

## **Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1 Représentation des parties**

#### **8.1.1 Représentation de l'acheteur**

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

#### **8.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dès la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

### **8.2 Conditions d'exécution**

#### **8.2.1 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont fixés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Le point de départ du délai d'exécution est la notification de l'accord-cadre, tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement (ou ATTRI1).

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

## 8.2.2 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

## 8.2.3 Conditions de livraison

Chaque bon de commande fera l'objet d'une seule livraison, sauf si l'acheteur accepte une livraison partielle dans le cas où il jugerait les explications du titulaire recevables.

## 8.2.4 Délais de livraison

### 8.2.4.1. Poste 1:

Les délais de livraison sont indiqués à la décomposition du prix global et forfaitaire.

Si le titulaire n'est pas en mesure de livrer les prestations, il en informe l'acheteur. Cette information ne saurait soustraire le titulaire à l'application des pénalités de retard prévue à l'article correspondant du présent accord-cadre.

### 8.2.4.2. Poste 2:

Le bon de commande précise le délai de livraison.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser une date certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Le point de départ du délai de livraison du bon de commande est la date de sa notification.

## 8.2.5 Émission des bons de commande (poste 2)

Chaque bon de commande précise notamment :

- ✓ le numéro de l'accord-cadre,
- ✓ le numéro du bon de commande,
- ✓ la désignation des prestations commandées,
- ✓ le délai d'exécution de la prestation,
- ✓ le prix correspondant hors taxes (HT),
- ✓ le prix unitaire des prestations,
- ✓ le montant total du bon de commande,
- ✓ le numéro d'engagement juridique.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

## **8.3 Formation**

### 8.3.1 Mobilier

Une prestation de formation au montage et à la petite maintenance des mobiliers (changement des pieds, montage des voiles de fonds...) se déroulera sur le site du Shom pour 3 de ses personnels.

La durée de cette formation figure au mémoire technique.

### 8.3.2 Matériel audio, vidéo et visioconférence

Une prestation de formation relative à la maintenance du matériel audio, vidéo et visioconférence ainsi qu'au remplacement des éléments du système de visioconférence se déroulera sur le site du Shom pour 3 de ses personnels. La durée de cette formation est indiquée au mémoire technique.

Une formation à l'utilisation du système sera dispensée pour 5 personnels du Shom.

## 8.4 Maintenance

La maintenance du système audio, vidéo et visioconférence s'exécute conformément aux prescriptions de l'article 6 du CCTP.

La maintenance s'exécute conformément aux articles 32.1 et 32.2 du CCAG de référence.

## 8.5 Obligations du titulaire

### 8.5.1 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### 8.5.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### 8.5.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire met à disposition de l'acheteur l'ensemble des documents relatifs aux politiques et procédures de sécurité à sa demande.

### 8.5.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

## 8.6 Clauses environnementales

Le présent accord-cadre comprend, dans son exécution, des considérations environnementales.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental figurant à l'article 8 du CCTP.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris.

## **Établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) :**

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de [l'article L.229-25 du code de l'environnement](#).

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

### **8.7 Traitement de données à caractère personnel**

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Pour l'exécution du contrat, le titulaire sera amené à stocker des données du personnel du Shom telles que les noms, les numéros de téléphone, les adresses électroniques.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données. Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom ([dpd@shom.fr](mailto:dpd@shom.fr)) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

### **8.8 Conflit d'intérêt**

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.



## **8.9 Constatation de l'exécution des prestations et admission**

### **8.9.1 Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG-FCS.

Le titulaire est responsable de tous les vices pouvant affecter les prestations livrées lors de leur fabrication, de leur transport, de leur livraison et de leur installation qui les rendraient impropres aux usages auxquels elles sont destinées.

En cas de livraison incomplète, de fournitures ne correspondant pas à l'offre, de fournitures défectueuses (tâches, rayures, déformations, ...) ou dont le conditionnement du fabricant présente des dégradations (détériorations), l'acheteur en informe le titulaire via le profil acheteur.

### **8.9.2 Décision après vérifications**

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG-FCS, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

## **8.10 Garantie**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG-FCS.

En complément de l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations sont garanties pendant 24 mois.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

## **8.11 Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations.

### **8.11.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

#### **Pénalités de retard pour l'exécution du poste forfaitaire (poste 1)**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de non-respect des délais contractuels indiqués dans l'offre du titulaire pour la livraison et l'installation du matériel, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros HT par jour de retard.

#### **Pénalités de retard pour l'exécution du poste à bons de commande (poste 2)**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution du bon de commande des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité

R = le nombre de jours de retard.

#### 8.11.2 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG de référence, le montant des pénalités de retard pour l'exécution du poste forfaitaire est plafonné à 20 % du montant de la partie forfaitaire.

Pour les prestations objet du poste 2, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

### **Article 9 - REGIME FINANCIER**

#### **9.1 Forme des prix**

##### 9.1.1 Poste 1

Les prix des prestations du poste 1 sont des prix forfaitaires et fermes.

Les prix figurent dans la décomposition du prix global et forfaitaires annexée à l'acte d'engagement.

##### 9.1.2 Poste 2

Les prix des prestations du poste 2 sont des prix unitaires.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

#### **9.2 Contenu des prix**

Les prix sont réputés inclure :

- ✓ les frais relatifs à la protection des surfaces et à l'évacuation des déchets,
- ✓ tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations,
- ✓ l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison,
- ✓ toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations,
- ✓ les frais relatifs à la formation,
- ✓ la livraison des prestations franco de port, montées et installées, les frais d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison,
- ✓ la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20.4 du CCAG/FCS.

#### **9.3 Variation des prix**

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Pour la partie à bons de commande les prix sont fermes pour la 1<sup>ère</sup> année d'exécution du contrat et pourront ensuite être révisés annuellement à la date anniversaire du contrat.

##### 9.3.1 Variation des prix concernant le système audio, vidéo et visioconférence (postes 2.5 à 2.8)

Ils seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_o (I_m / I_o)$$

dans laquelle

P=prix révisé

P<sub>o</sub>= prix fixé dans l'offre du titulaire

I<sub>o</sub>=valeur de l'indice 010763922 (équipements de communication) en vigueur au mois M0

I<sub>m</sub> = dernière valeur de l'indice 010763922 (équipements de communication) connue à la date de la révision.

### 9.3.2 Variation des prix concernant la maintenance (postes 2.1 à 2.4)

Ils seront révisés selon la formule suivante :

$$P = P_o (I_m / I_o)$$

dans laquelle

P=prix révisé

Po= prix fixé dans l'offre du titulaire

Io=valeur de l'indice 001565183 (coût horaire du travail, dans l'industrie mécanique et électrique) en vigueur au mois M0

Im = dernière valeur de l'indice 001565183 (coût horaire du travail, dans l'industrie mécanique et électrique) connue à la date de la révision.

En cas de demande de révision le titulaire doit communiquer au service des achats du Shom le nouveau bordereau des prix, 2 mois avant la date anniversaire du contrat à l'adresse sg-ach-all@shom.fr.

En l'absence de transmission d'un nouveau bordereau des prix avant cette date, la révision ne sera pas effectuée et le tarif de l'année précédente continue de s'appliquer.

Le prix d'un bon de commande est ferme et non révisable.

#### Clause de sauvegarde :

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 3 %, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

### **9.4 Avances**

Le taux de l'avance est de 30 % du montant des prestations forfaitaires et est calculé selon les modalités des articles R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'accord-cadre.

### **9.5 Modalités financières**

#### 9.5.1. Répartition des paiements

Sur demande écrite du titulaire et après validation du service fait par le Shom, le paiement des sommes dues au titre du présent accord-cadre intervient comme suit :

##### Poste 1 :

- ✓ Livraison complète des prestations : un acompte de 80 % du montant du poste avec récupération de l'avance,
- ✓ Admission des prestations : 20 % du montant du poste.

##### Poste 2 :

La totalité du bon de commande diminuée des éventuelles pénalités de retard sera réglée après décision d'admission conformément à l'article 8.9 du présent document.

#### 9.5.2. Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original de l'accord-cadre

revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord-cadre.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable du Shom 13 rue du Chatellier CS 92803 29228 Brest cedex 2.

#### **9.5.3. Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **9.6 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

#### **9.6.1. Mentions obligatoires**

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- ✓ la date d'émission de la facture,
- ✓ la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- ✓ le code du service exécutant (FACTURES\_FOURNISSEURS),
- ✓ la référence de l'accord-cadre,
- ✓ le numéro d'engagement juridique,
- ✓ la date de livraison effective des prestations,
- ✓ la quantité et la dénomination précise des prestations livrées,
- ✓ le prix unitaire hors taxes des prestations livrées, ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- ✓ le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée,
- ✓ le numéro du bon de commande le cas échéant.

#### **9.6.2. Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### 9.6.3. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 9.6.4. Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée selon le dispositif chorus pro à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Code service exécutant : FACTURES\_FOURNISSEURS.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Les modalités de facturation concernant les sous-traitants figurent en annexe du présent document.

## **Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **10.1. Échanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent via le profil d'acheteur.

### **10.2. Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **10.3. Propriété intellectuelle**

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

### **10.4. Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### **10.5. Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- ✓ aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- ✓ à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,

- ✓ à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- ✓ à son adresse ou à son siège social,
- ✓ aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

#### **10.6. Résiliation**

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

#### **10.7. Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

#### **10.8. Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

#### **10.9. Litiges et contentieux**

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

#### **10.10. Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'accord-cadre à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire de l'accord-cadre initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

À ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

#### **Suspension à l'initiative de l'acheteur**

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- ✓ les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre,
- ✓ les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution,
- ✓ la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution de l'accord-cadre et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

### **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### **Indemnisation**

#### **Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande**

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :



- ✓ de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé),
- ✓ de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

#### Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. À défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

#### Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 46.2 du CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

#### Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Échanges dématérialisés »).

### **Article 11 - DÉROGATIONS**

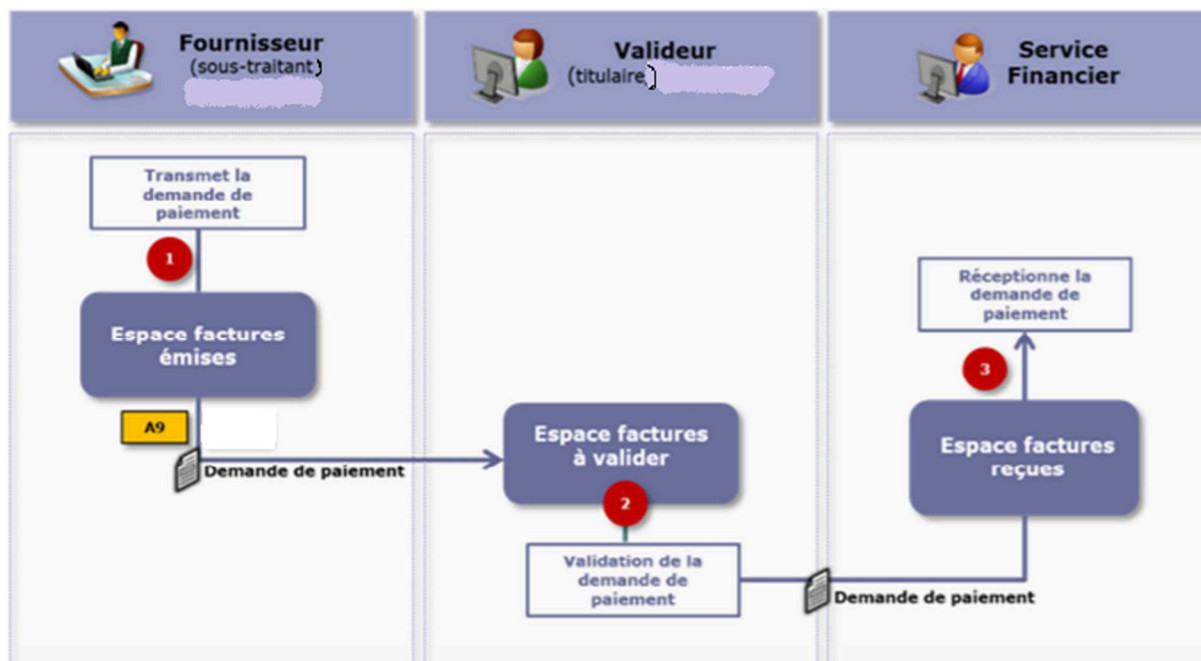
Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
8.11.1 8.11.2	14	Pénalités
10.6	42	Résiliation

## ANNEXE – MODALITES DE FACTURATION DE SOUS-TRAITANTS

### 1 – Circuit d'une facture avec validation

Le schéma ci-dessous décrit le processus de validation d'une facture simple de sous-traitance dans CHORUS PRO :



### 2- Description du processus

#### Étape 1 :

En tant que sous-traitant, vous devez transmettre votre demande de paiement dans Chorus Pro dans l'espace « Factures émises ».

Vous identifierez le titulaire dans le champ « Titulaire » et renseignerez les informations demandées.

En tant que sous-traitant vous indiquerez dans le « cadre de facturation » le code A9.

A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant.

#### Étape 2 :

Suite au dépôt de votre facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que vous avez émis une facture en qualité de sous-traitant.

#### Étape 3 :

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider votre demande de paiement dans l'espace « Facture à valider » de Chorus Pro.

En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite.

En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au destinataire qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou de rejeter la demande de paiement.

#### Étape 4 :

Une fois la validation de la facture effective (formelle ou tacite), le service financier de la structure publique reçoit dans l'espace « Facture reçues » la demande paiement.

#### Étape 5 :

Le règlement de la facture par le service financier reste inchangé.